

Bienvenue en Absurdistan

Experte en aide au développement, Jacqueline Delarue a été recrutée par la Commission européenne pour intervenir au Kirghizstan. Elle raconte cette expérience dans le livre « Bienvenue en Absurdistan » où elle mêle la chronique quotidienne de ses missions et une réflexion de fond sur l'aide au développement. Si le récit dresse un portrait parfois alarmant des puissances à l'œuvre (inertie bureaucratique, instabilité politique, fossé culturel, corruption, absence de statistiques fiables...), il permet de sentir la réalité du terrain et donne des raisons d'espérer grâce au courage des personnages croisés et croqués. Rencontre avec l'auteure.

Pourquoi avoir écrit ce livre ?

J'avais besoin de partager ce que j'ai appris, jour après jour, dans mes missions d'aide au développement, pour essayer de faire bouger les lignes. **J'ai voulu faire un guide illustré du fonctionnement de l'aide internationale dans un contexte précis, avec des personnes en chair et en os, confrontées à des situations concrètes.** Pour montrer qu'il est possible de faire autrement, cela me semblait plus efficace qu'un essai sur les « dysfonctionnements », bien connu des « donateurs ».

Je voulais entraîner le lecteur dans la façon dont, moi, j'ai vécu ma mission au Kirghizstan. J'ai tout de suite compris que ce ne serait pas facile : une révolution le jour de mon arrivée, un chef de mission démissionnaire, des commanditaires qui n'étaient pas là et pourtant .. avec des femmes kirghizes engagées et tenaces nous avons cherché et trouvé des marges de manœuvre pour faire le mieux possible (et parfois assez bien) dans le système de contraintes où nous étions placés. Des réseaux locaux se sont développés et, bon gré mal gré, les politiques et les financeurs ont suivi.

En écrivant, je voulais essayer de comprendre ce qui fait perdurer un système où il y a tant de perdants et pourquoi, finalement, l'incurie et la gabegie l'emportent si souvent. Des gens crèvent, les situations deviennent inextricables alors que les grandes puissances engloutissent beaucoup d'argent, d'énergie et de compétences dans l'aide au développement. Je ne suis pas naïve, je vois bien les intérêts géopolitiques, les ambitions néocoloniales des commanditaires et des financeurs de l'aide au développement. Mais, même dans cette optique cynique, ce n'est pas efficace.

Je continue à chercher des réponses. Je compte aussi sur mes lecteurs pour faire avancer les choses dans le bon sens, celui de l'intérêt des populations en grande difficulté.

Quels sont les travers de l'aide au développement aujourd'hui ?

Une des questions fondamentale récurrente est : **Qu'est ce que veut l'Europe ?** Au delà des déclarations d'intention « généreuses », il n'y pas de vision claire des objectifs poursuivis : ni pour les commanditaires, ni pour les autorités locales, ni pour les délégations de l'Union Européennes sur place, ni pour l'ensemble des personnels et des acteurs engagés dans les programmes d'aide au développement. En fait, personne ne sait vraiment pourquoi il est là et ce qu'on attend de lui !

Du coup, le pilotage est essentiellement administratif et bureaucratique. Il est conçu exclusivement en fonction des exigences d'une machinerie institutionnelle insatiable et décalée. Les personnels sont vampirisés, réduit à l'impuissance et pourtant épuisés par un travail qui n'a plus de sens. On vous reprochera de ne pas avoir rempli la fiche n° tant, mais on ne vous demandera jamais : à quoi avez vous servis ?

L'absence de maîtrise des enjeux politiques et sociaux conduit à une inflation de procédures très centralisées et de contrôles à priori, totalement inadaptés aux réalités de terrain dans lequel se débattent les acteurs. Il faut 5 ans en moyenne à la Commission Européenne pour passer de la conception d'un programme d'aide au développement à sa mise en œuvre effective... Alors que les projets concernent des pays forcément très vulnérables aux chocs extérieurs et politiquement et /ou économiquement instables.

Il résulte de tout ça que les commanditaires sont incapables de gérer leurs processus de décision et d'allouer au bon moment et au bon endroit, les ressources adéquates.

Les modes de recrutement des personnels reflètent aussi la prédominance des exigences bureaucratiques sur la recherche de l'efficacité. **Les affectations des agents sur les postes se font sans cohérence avec leur formation, leurs connaissances et leur parcours.** Il m'est arrivé de rencontrer des ingénieurs agronomes chargés de mettre en place les politiques sociales en Afrique... Et, comme ces personnels changent constamment de mission, ils maîtrisent au final assez bien les procédures de leurs institutions, mais très peu leurs sujets.

Les « experts » chargés de la réalisation des programmes sont recrutés sur CV en fonction du cahier des charges définis par les personnels des délégations. Les fiches de postes listent souvent des critères irréalistes par rapport aux compétences disponibles. Les aptitudes personnelles, les résultats obtenus – pourtant essentiels pour la conduite de projets complexes – ne sont pas pris en compte. Résultat : tout le monde bidouille les CV pour rentrer dans les cases et prime à ceux qui bidouillent le mieux.

Comment améliorer l'aide au développement ?

C'est une question qui est constamment présente pour moi et en particulier tout au long de l'écriture de ce livre. Je n'ai pas « la » réponse mais quelques convictions bien ancrées dans mon expérience.

Je pars ici de l'hypothèse, peut être trop optimiste, que l'objectif serait de contribuer au développement social et économique et à la promotion des droits humains. **Il s'agirait de favoriser des dynamiques locales plutôt que d'exporter des modèles occidentaux** de gestion des affaires publiques et de servir les intérêts de grands groupes industriels ou financiers. La première chose à faire, me semble-t-il, est de décentraliser, de redonner aux acteurs sur place (qu'il soient autochtones ou mandataires de l'UE) une véritable autonomie. C'est le seul moyen de coller aux dynamiques locales, d'avoir le bon tempo et de prendre en compte, pour les surmonter, les contraintes et les obstacles.

Un bon « expert » de l'aide au développement doit avoir une véritable expérience, une vraie pratique et surtout savoir qu'il a tout à apprendre sur les réalités historiques, culturelles, économiques et sociales du terrain sur lequel il opère. **Il y a toujours dans les acteurs locaux des gens qui connaissent la situation** et entrevoient de manière plus ou moins précise ce qu'il faudrait faire. Il faut les repérer, les écouter et les aider à se faire entendre. Leur donner les ressources dont ils ont besoin pour entreprendre et les accompagner si besoin. Il n'est pas interdit d'avoir de temps en temps une bonne idée ou un savoir-faire à mettre au pot ! **En fait il s'agit de faire équipe.**

Il est particulièrement important me semble-t-il d'avoir **une éthique de l'aide au développement**, faite de respect et de sens des responsabilités. Dans le livre, je donne l'exemple de la Banque Mondiale et du FMI qui décident, au mépris de toutes les réalités et de tous les avis, de contraindre le gouvernement kirghize à augmenter de 150% les prix de l'énergie, provoquant la misère et des révoltes. Et ils sont les premiers à quitter le navire quand ça tourne mal.

Enfin, **il faut accepter de ne pas voir ce qui va résulter de notre action**, accepter qu'on est là pour défricher, pour semer, mais qu'on risque de ne pas voir la récolte toujours longue à venir. Ce que nous avons fait au Kirghizstan, c'est de conjuguer nos efforts, notre énergie et de les laisser irriguer le terrain comme un courant d'eau qui s'infiltré dans les interstices sans que l'on sache très bien par où il va passer.